

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 17/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES ONETECH

Chemin du Canal - BP22
CENTRE RECHERCHES DE SOLAIZE
69360 Solaize

Références : UD-R-TESSP-25-5-AL
Code AIOT : 0006104116

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement TOTALENERGIES ONETECH implanté Chemin du Canal - BP22 CENTRE RECHERCHES DE SOLAIZE 69360 SOLAIZE. L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 26/11/2024 porte sur le contrôle de certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées « PFAS » dans les rejets aqueux des ICPE.

L'inspection des installations classées a également procédé, le même jour, à un contrôle de certaines dispositions réglementaires introduites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2024, concernant la gestion des « eaux huileuses » durant les travaux de rénovation du décanteur API. Ce contrôle fait l'objet d'un rapport distinct (ref. UDR-TESSP-25-6-AL).

Les suites données aux visites précédentes n'ont pas été contrôlées dans le cadre de cette visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES ONETECH
- Chemin du Canal - BP22 CENTRE RECHERCHES DE SOLAIZE 69360 SOLAIZE
- Code AIOT : 0006104116
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Centre de Recherche de Solaize (CRES) est l'un des trois centres de recherche du groupe TOTAL FRANCE. Le site, en activité depuis 1969, relève du régime de l'autorisation.

Les activités du CRES s'articulent notamment autour de deux axes :

- les produits liés à l'activité pétrolière (nouvelles formulations de lubrifiants (automobile, marine, industriels), élaboration de carburants et combustibles, fabrication de bitumes, mise au point de fiouls),

- les services aux entités industrielles et commerciales du groupe (moyens analytiques, assistance aux usines, aux commerces, réalisation d'études...).

Ces activités sont autorisées au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 23/10/1985 modifié. Le classement du site a été mis à jour en 2024 (arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2024).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	4 mois
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	4 mois
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
7	Recherche de réduction / suppression des émissions en PFAS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Gestion des	Code de l'environnement du	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	boues	17/12/2010, article L541-2		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de constater plusieurs écarts concernant le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, notamment s'agissant de la prise en compte des produits de dégradation dans la liste des substances PFAS, de la complétude des substances recherchées au regard de la liste établie par l'exploitant et du contenu des déclarations GIDAF.

L'exploitant doit par ailleurs s'interroger sur les écarts entre les teneurs en AOF et celles en PFAS s'agissant des eaux de ruissellement, vérifier l'absence de pollution des eaux souterraines issue des exercices incendie réalisés sur le site, mieux caractériser ses déchets issus du traitement des effluents et s'assurer qu'ils sont envoyés vers des installations autorisées à les prendre en charge.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a établi une liste des substances PFAS dans l'établissement.

<p>Pour ce faire, il a interrogé ses fournisseurs d'émulseur susceptibles de contenir des substances PFAS: One Seven et BioEx. La réponse de One Seven l'a amené à considérer plusieurs substances non listées dans l'arrêté du 20/06/2023. Il n'est pas parvenu à obtenir une réponse de BioEx. En complément, une analyse des stocks d'émulseur a été menée au niveau national par TotalEnergie. La réponse de One Seven et l'analyse menée au niveau national ont amené l'exploitant à considérer ou à intégrer par défaut dans sa liste les 8 substances PFAS supplémentaires listés dans l'arrêté du 20/06/2023 et des substances non listées dans cet arrêté.</p> <p>L'exploitant a déclaré lors de la visite que les FDS des autres émulseurs utilisés précisent qu'ils ne contiennent pas de substances PFAS, et qu'il n'a pas identifié d'autres références pour ses usages passés. Par ailleurs, parmi les autres produits sur le site, l'exploitant n'en a identifié aucun susceptible de contenir des substances PFAS et de conduire à des émissions dans l'eau. Il a précisé que des éléments solides (joints) ou des graisses avec du PTFE sont utilisés dans les laboratoires, sans utilisation d'eau (ou avec nettoyage préalable au solvant pour le lavage de la verrerie).</p> <p>L'exploitant n'a pas mené de réflexion pour identifier les éventuelles substances PFAS susceptibles d'être produites par dégradation. Il est possible que cette analyse ait été menée au niveau national par TotalEnergie, mais il n'en avait pas connaissance le jour de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1: L'Inspection demande à l'exploitant d'identifier les éventuelles substances PFAS susceptibles d'être produites par dégradation, et si nécessaire de compléter sa liste des substances PFAS sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser des campagnes de mesure en amont (eaux d'alimentation issues du puits de prélèvement dans la nappe d'accompagnement du Rhône) et sur les points de rejet suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> -point de rejet à l'aval du bassin API (08-09/01/2024, 05-06/02/2024 et 05-06/03/2024); -point de rejet des eaux pluviales «Sud» (08/01/2024, 05/03/2024 et 03/05/2024); -point de rejet des eaux pluviales «Nord» (09/01/2024, 05/03/2024 et 03/05/2024);

–point de rejet interne dénommé «eaux de ruissellement» et situé en aval du terrain d'exercice incendie avant branchement sur le réseau aboutissant au point de rejet des eaux pluviales «Nord» (05/03/2024, 12/04/2024 et 03/05/2024).

D'après le plan des réseaux de collecte présenté par l'exploitant, ces points de mesures portent bien sur tous les points de rejets aqueux de l'établissement.

L'inspection a constaté que 5 substances PFAS figurant dans la liste de l'exploitant n'ont pas été recherchées lors des mesures effectuées (PFOSA, H2PFDA, H4PFUnA, HPFHpA et 4:2 FTS). Pour 4 d'entre elles (PFOSA, H2PFDA, H4PFUnA et HPFHpA), l'exploitant a présenté un courrier de son prestataire (CTC) daté du 13/03/2024 et indiquant que les substances ne sont pas quantifiables. Concernant le 4:2 FTS, l'exploitant n'a présenté aucun justificatif lors de la visite. L'Inspection relève, au vu des éléments à sa disposition, que ces 5 substances peuvent être analysées par d'autres laboratoires (par exemple Eurofins et Cereco) et sont donc jugées quantifiables.

Par ailleurs, l'inspection a constaté que 2 substances PFAS figurant dans la liste de l'exploitant et quantifiées lors des premières mesures (6:2 FTS et 8:2 FTS) n'ont pas été recherchées lors des mesures effectuées le 12/04/2024 et le 03/05/2024 pour le point «eaux de ruissellement» (terrain d'exercice incendie) et le 03/05/2024 pour les points «eaux pluviales Sud» et «eaux pluviales Nord».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2: L'Inspection demande à l'exploitant de procéder à 3 nouvelles campagnes de mesures portant sur les 20 substances PFAS listées dans l'arrêté du 20/06/2023 (cf. constat n°7) et sur les autres substances PFAS figurant dans sa liste et quantifiables (y compris par un autre prestataire que CTC).

Si la demande n°1 (constat 1) l'amène à compléter sa liste de substances PFAS, l'exploitant veillera à ce que les nouvelles campagnes de mesures portent également sur les substances ajoutées.

Ces nouvelles campagnes pourront ne pas être réalisées sur 3 mois consécutifs s'agissant des rejets d'eaux pluviales, puisqu'il apparaît pertinent de privilégier leur réalisation à l'occasion d'épisodes pluvieux entraînant un rejet. La première campagne sera ainsi réalisée dans un délai de 4 mois, ou après ce délai à l'occasion du premier épisode pluvieux entraînant un rejet.

Lors de ces nouvelles campagnes, les substances PFAS faisant partie des 8 substances supplémentaires listées dans l'arrêté du 20/06/2023 pourront ne pas être recherchées pour les points de rejet où elles ont déjà été recherchées et n'ont jamais été quantifiées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les

prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

L'Inspection constate que les analyses ont été réalisées sous accréditation pour les 20 substances PFAS listées dans l'arrêté du 20/06/2023, à l'exception du PFNS (quantifié uniquement au point de rejet interne situé en aval du terrain d'exercice incendie) pour lequel le laboratoire mandaté (CTC) ne disposait pas encore de l'accréditation. L'accréditation n'est pas requise pour les autres substances.

Les prélèvements ont été réalisés par le prestataire, sous accréditation, s'agissant du point de rejet à l'aval du bassin API. S'agissant des points de rejet des eaux pluviales «Nord» et «Sud» et du point de rejet interne en aval du terrain d'exercice incendie, les prélèvements ont été réalisés par le prestataire lors des campagnes n°1 ou n°1 et 2, puis directement par l'exploitant pour les campagnes suivantes. Cet écart s'explique par la nature de ces rejets, qui rend la faisabilité de l'échantillonnage dépendant de la pluviométrie et celui-ci peut donc difficilement être programmé avec le prestataire. Les rapports d'analyse précisent que les flacons ont été fournis par le laboratoire, qui a réceptionné les échantillons dans les 24h suivant la fin des prélèvements (température de l'ordre de 3 à 6°C).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3: L'Inspection demande à l'exploitant de s'assurer que le prestataire qu'il mandatera pour les 3 nouvelles campagnes de mesures mentionnées au constat n°2 (cf. demande n°2) réalise bien l'analyse des 20 substances PFAS listées dans l'arrêté du 20/06/2023 sous accréditation.

Le délai associé à cette demande correspondant à la réalisation de la première nouvelle campagne et peut être adapté dans les mêmes conditions que celles précisées dans la demande n°2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Exigences pour les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un

prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Constats :

Les rapports de mesure indiquent que les prélèvements ont été réalisés par échantillonnage sur une durée de 24 heures s'agissant du point de rejet à l'aval du bassin API. L'exploitant a précisé que le prestataire a utilisé son propre matériel, y compris pour la mesure du débit permettant un échantillonnage proportionnel.

S'agissant des points de rejet des eaux pluviales «Nord» et «Sud», les prélèvements ont été réalisés par échantillonnages ponctuels. Du fait de la nature des rejets et de l'absence d'équipements de mesure et d'échantillonnage, la faisabilité d'un prélèvement représentatif dépend de la pluviométrie et celui-ci peut donc difficilement être programmé avec le prestataire disposant du matériel requis.

De même, les prélèvements ont été ponctuels pour le point de rejet interne en aval du terrain d'exercice incendie. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le regard dans lequel l'échantillonnage a été réalisé était toujours en eau lors des campagnes de mesures, sans écoulement. L'Inspection a constaté qu'il était encore en eau lors de la visite, sans écoulement apparent, alors même que la canalisation rejoignant le réseau d'eaux pluviales était submergée. Il apparaît donc possible que ce point de mesure soit situé en amont d'une contre-pente limitant les écoulements vers le réseau d'eaux pluviales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°1: En amont des 3 nouvelles campagnes de mesures mentionnées au constat n°2 (cf. demande n°2), l'exploitant veillera à vérifier – et le cas échéant à corriger – la possible contre-pente de la canalisation et à vidanger et nettoyer le regard en aval du terrain d'exercice incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification

Prescription contrôlée :

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

Constats :

Au vu des rapports d'analyse consultés, les limites de quantification ne dépassent pas celles fixées par l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a globalement procédé à la restitution des résultats des campagnes de mesures sur GIDAF.</p> <p>L'Inspection relève toutefois plusieurs écarts ou insuffisances:</p> <ul style="list-style-type: none"> – les rapports des mesures effectuées aux différents points de rejet ne sont pas joints à la déclaration de la 1 campagne, et l'exploitant n'a pas joint le bon rapport à la déclaration de la 2 campagne pour le point de rejet interne situé en aval du terrain d'exercice incendie ; – les dates de prélèvement indiquées sont erronées pour le point de rejet interne (pour les 3 campagnes) et les points de rejet des eaux pluviales «Nord» et «Sud» (2e et 3e campagnes) ; – les résultats du 05/03 pour le point de rejet interne sont renseignés à la fois dans les déclarations de la 1 et de la 2e campagne. <i>L'Inspection considère que l'exploitant peut maintenir s'il le souhaite la déclaration des résultats de 12/04 dans la déclaration de la 3e campagne, dès lors qu'il renseigne bien les résultats du 03/05 dans la déclaration de la 2e campagne ;</i> – les déclarations du point de rejet des eaux pluviales «Nord» comportent des erreurs pour la 1 campagne (AOF) et la 3e campagne (AOF, PFOS et PFTTrDS) ; – les déclarations du point de rejet des eaux pluviales «Sud» comportent des erreurs pour la 1 campagne (AOF), la 2e campagne (AOF, PFPeS et PFTTrDS) et la 3e campagne (PFDA) ; – l'exploitant a coché «rien à déclarer» et n'a pas renseigné les résultats du point de rejet à l'aval du bassin API pour la 1 campagne. Les résultats sont inférieurs à 2µg/l pour le paramètre AOF et à 100ng/l pour les substances PFAS prises individuellement. La somme des PFAS est toutefois de 332ng/l et 19mg/j, ce flux étant plus élevé que celui mesuré lors des 2 autres campagnes, et il convient de renseigner ces résultats dans GIDAF. <p>Par ailleurs, aucun débit n'est déclaré dans GIDAF pour le point de rejet interne (terrain d'exercice incendie) et les points de rejet des eaux pluviales «Nord» et «Sud». Or, cette information est requise pour connaître flux de PFAS rejetés. Dès lors, aucun débit journalier n'ayant été mesuré pour ces points, il convient de les estimer à partir de la pluviométrie du site et de la surface de ruissellement collectée pour chacun des points de mesure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°4: L'Inspection demande à l'exploitant de corriger les différents écarts ou insuffisances mentionnées ci-avant concernant la déclaration des résultats dans GIDAF.</p> <p>Demande n°5: L'Inspection demande à l'exploitant de compléter ses déclarations des résultats dans GIDAF, en ajoutant les débits journaliers estimés pour le point de rejet interne (terrain d'exercice incendie) et les points de rejet des eaux pluviales «Nord» et «Sud».</p>

<p>Concernant la pluviométrie, l'exploitant pourra se baser sur les données issues du site MétéoFrance en divisant les données mensuelles du département par le nombre de jours du mois sélectionné ou en divisant la hauteur de pluviométrie annuelle par 365 jours ou par tout autre méthode qu'il jugera adaptée et pertinente.</p> <p><i>Observation n°2: L'exploitant procédera également à la déclaration dans GIDAF des 3 nouvelles campagnes de mesures mentionnées au constat n°2 (cf. demande n°2) et des éventuelles campagnes de surveillance ultérieures mentionnées au constat n°7 (cf. demande n°6), le nombre de campagnes pouvant être déclarées n'étant pas limité.</i></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Recherche de réduction / suppression des émissions en PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention/limitation des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...] - limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; - [...] - prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>L'exutoire des rejets de l'établissement est le Rhône (masse d'eau FRDR2006). Au vu des données actuellement disponibles, l'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> –est à l'origine d'émissions de substances PFAS dans des teneurs significatives, en particulier en aval de son terrain d'exercice incendie (concentration de l'ordre de 10µg/l pour la somme des PFAS); –est situé en amont d'un point de vigilance accrue «cours d'eau» identifié dans le bassin Rhône-Méditerranée au regard de la teneur maximale en substances PFAS mesurée dans le milieu et du nombre et de la fréquence des quantifications (station de surveillance «06098000 - RHONE A CHASSE-SUR-RHONE», située à moins de 10km en aval); –est situé en amont captages d'eau potable (hors périmètres de protection): captages de l'Île du Grand Gravier à Grigny (SIEMLY) et captages de Ternay (Syndicat Rhône Sud), situés à moins de 10km en aval. <p>S'agissant des rejets d'eaux résiduaires, l'exploitant a indiqué lors de la visite que les niveaux de rejet mesurés pour les PFAS s'expliquent principalement par les teneurs présentes dans les eaux d'alimentation (nappe d'accompagnement du Rhône). L'Inspection relève que les concentrations mesurées sont effectivement globalement du même ordre de grandeur (100 à 360ng/l pour les eaux d'alimentation, 100 à 460ng/l pour les eaux résiduaires). Le temps de séjour des effluents</p>

dans le bassin API étant de plusieurs jours, cette comparaison ne peut être faite campagne par campagne. À noter que les AOF ne sont quantifiés ni dans les eaux amont ni dans les eaux résiduelles.

S'agissant des eaux de ruissellement, l'exploitant a identifié l'utilisation d'émulseurs contenant des PFAS – notamment lors des exercices incendie réalisés sur le site – comme origine des PFAS présents dans les rejets. L'exploitant a engagé une substitution des émulseurs d'ici fin 2024 (émulseurs «OneSeven») ou courant 1er semestre 2025 (émulseurs «BioEx») en vue de ne plus utiliser ou disposer d'émulseurs contenant des PFAS. Il a précisé que l'arrêt de l'utilisation d'émulseurs contenant des PFAS lors des exercices incendie est effectif depuis avril 2024. L'Inspection constate que les teneurs en PFAS mesurées en aval du terrain d'exercice incendie le 03/05/2024 (de l'ordre de 10µg/l pour la somme des PFAS) sont similaires à celles mesurées avant cet arrêt d'utilisation d'émulseurs contenant des PFAS. L'Inspection estime nécessaire que l'exploitant poursuive une surveillance par la réalisation de nouvelles campagnes de mesures, afin de suivre les rejets de PFAS et vérifier l'efficacité des actions mises en œuvre.

Si cette efficacité se révèle insuffisante, il reviendra à l'exploitant d'étudier les actions complémentaires à mettre en place pour supprimer ou à défaut réduire la présence de PFAS dans les rejets (notamment les actions de suppression à la source concernant la qualité des sols).

Par ailleurs, l'Inspection juge nécessaire de vérifier l'absence d'impact de l'utilisation d'émulseurs contenant des PFAS lors des exercices incendie sur la qualité des eaux souterraines (nappe d'accompagnement du Rhône).

En outre, s'agissant des eaux de ruissellement issues du terrain d'exercice incendie, l'Inspection relève des écarts très importants entre les teneurs en PFAS et en AOF mesurées. L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer cet écart, y compris d'après la composition des émulseurs utilisés. L'Inspection estime que l'exploitant doit s'interroger sur la présence d'autres PFAS dans les rejets ou sur les teneurs en fluorures ou COT/COD pouvant interférer avec le résultat en AOF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°6 : L'Inspection demande à l'exploitant de mener les investigations utiles concernant les écarts entre les teneurs en PFAS et AOF mesurées: fluor non organique dans les émulseurs, teneurs en fluorures ou COT/COD, autres PFAS (notamment produits de dégradation, cf. constat n°1), etc.

Demande n°7 : L'Inspection demande à l'exploitant de rechercher les PFAS lors des 4 prochaines campagnes de surveillance des eaux souterraines, a minima au niveau des ouvrages PZ1, PZ8, PZ10, PZ19, Puits P1 et Puits CRES, et de poursuivre cette surveillance si les résultats font ressortir un impact.

Observation n°3 : À l'issue des 3 nouvelles campagnes de mesures mentionnées au constat n°2 (cf. demande n°2) et en tenant compte de leurs résultats, l'exploitant proposera une fréquence de surveillance adaptée et définira un éventuel plan d'actions complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Gestion des boues

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/12/2010, article L541-2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : L'exploitant a déclaré qu'il procède annuellement au nettoyage du décanteur API et qu'il n'y a pas d'ouvrages de traitement en amont des points de rejet d'eaux pluviales. L'exploitant n'a pas recherché la présence de PFAS dans les déchets issus du décanteur API, ces analyses n'étant d'après lui pas demandées par les tiers les prenant en charge, et ne les a pas caractérisés vis-à-vis des seuils POP. Il a précisé qu'ils sont évacués en tant de déchets dangereux vers une filière adaptée, a priori en incinération. D'après les données disponibles sur TrackDéchets pour l'année 2024, l'Inspection constate que les déchets issus du décanteur API ont été principalement réceptionnés par la station de traitement du SIRA à Chasse-sur-Rhône, spécialisée dans le traitement des déchets liquides dangereux. Un lot de déchets «EAU DE DECAPAGE API» a été réceptionné par l'installation SARPI à La Talaudière, et la filière de gestion ou d'élimination et l'installation réceptrice finales ne sont pas précisées dans le registre. L'ensemble de ces déchets sont mentionnés dans le registre comme ne dépassant pas les seuils POP (polluants organiques persistants).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°8:</u> L'Inspection demande à l'exploitant de caractériser ses déchets issus du traitement des effluents au regard des seuils POP. <u>Demande n°9:</u> L'Inspection demande à l'exploitant de s'assurer que les installations réceptionnant ses déchets issus du traitement des effluents, sont autorisées à les prendre en charge et ont connaissance de la présence de PFAS dans ces déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois